SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 22 MAI 1868.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi qui alloue au Ministère de la Justice un crédit supplémentaire de 350,000 francs, pour la continuation des travaux de construction, d'ornementation et d'ameublement de l'église de Laeken.

(Voir les Nos 65 et 127 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Un projet de Loi déposé le 28 janvier 1866 demandait aux Chambres un crédit de 500,000 francs, pour la continuation des travaux de l'église de Laeken.

Sur ce crédit, 150,000 francs étaient destinés au paiement de quelques dépenses arriérées et à certains travaux nécessaires pour mettre l'édifice au service du culte ; 350,000 francs étaient demandés comme première allocation affectée à l'ornementation et à l'ameublement intérieurs de l'église.

Une enquête avait eu lieu à l'arrivée du nouvel architecte qui venait reprendre les travaux ; elle avait fait naître quelques doutes sur la solidité de l'édifice. Mais un rapport bien motivé de la Commission directrice démontrait que l'avis des ingénieurs manquait de fondement, comme les craintes qu'ils avaient conçues. A la vue de ces documents contradictoires, la Section centrale, saisie du projet de crédit, émit l'avis qu'il y avait lieu de voter seulement la somme nécessaire pour solder les dépenses arriérées et payer les travaux indispensables à la conservation de l'édifice. Elle demandait aussi que le Gouvernement fit procéder à une nouvelle enquête par une Commission à désigner.

C'est sous ces réserves que fut voté le crédit de 150,000 francs, alloué par la Loi du 4^{er} juin 1866.

Une commission d'architectes fut instituée à l'effet de constater la situation des travaux de l'église de Laeken, au point de vue de la solidité et de la conservation des constructions. Après s'être livrée à de minutieuses investigations, elle a transmis son rapport le 15 décembre 1866. Tout en conseillant de renforcer certaines parties de l'édifice, elle a été unanime pour déclarer que

(2)

la nouvelle église de Laeken peut être achevée, et elle considérait comme étant très-désirable, tant au point de vue de la conservation de l'édifice que pour l'honneur artistique du pays, que les travaux d'achèvement fussent poussés avec activité.

Les ouvrages de consolidation, conseillés par la Commission, ont été exécutés. L'événement a justifié les prévisions des architectes : dans le cours de l'exécution, aucune crainte n'a surgi sur la solidité des constructions.

Le crédit de 150,000 francs alloué par la Loi du 1^{er} juin étant épuisé, une allocation nouvelle de 350,000 francs, formant le complément du crédit réclamé en 1866, a été demandée à l'effet de continuer les travaux de l'église et pour pouvoir la livrer au culte.

Le Gouvernement a pris l'engagement formel de ne plus demander aucun nouveau crédit pour les constructions de l'église, que lorsque les plans et les devis détaillés seront entièrement achevés.

La Commission de la Justice, après avoir constaté les faits qui précèdent, a pensé, avec la Chambre des Représentants, que l'allocation sollicitée par le Gouvernement est indispensable.

Elle a été unanime pour proposer au Sénat de l'adopter.

Le Président-Rapporteur,
BARBANSON.